



**WORLD WIDE WEB
FOUNDATION**



REPUBLICQUE DU SENEGAL
Un Peuple – Un But – Une Foi
MINISTRE DE LA COMMUNICATION, DES TELECOMMUNICATIONS,
DES POSTES ET DE L'ECONOMIE NUMERIQUE



A4AI ALLIANCE FOR
AFFORDABLE INTERNET



facebook



Conférence régionale pour l'Afrique francophone sur l'intégration de la dimension genre dans les politiques et programmes du secteur des TIC

Sénégal, Dakar

25-27 septembre, 2017

Aide Mémoire

Cet aide-mémoire accompagne les présentations de World Wide Web Foundation et l'Alliance for Affordable Internet pendant la conférence. Il contient plus d'informations et des liens vers des ressources supplémentaires.

(Traduit en français par la Banque africaine de développement)



**WORLD WIDE WEB
FOUNDATION**

À propos de la World Wide Web Foundation	2
I. Importance d'une politique TIC sexospécifique : Qu'entendons-nous par cela ?	2
Les politiques de TIC sexospécifiques abordent les points suivants :	2
Qui s'attaque à ce problème?	3
Recommandations pour les politiques sexospécifiques	4
II. Ce que les études montrent au sujet du fossé numérique entre les genres	6
Inégalités d'accès	6
Inégalités d'utilisation	7
Patriarcat en ligne	9
III. L'égalité numérique dans le contexte des Objectifs de développement durable	11
Fracture numérique hommes-femmes: Boîte à outils – Grille d'évaluation d'audit	12
Une exemple d'une boîte à outil: Cameroun.	12
Un plan d'action résultant de la boîte à outil: Cameroun	13
Les Outils	14
Outil d'évaluation en ligne des politiques concernant le genre et la TIC dans le cadre des droits de la femme	14
Fracture numérique hommes-femmes - Boîte à outils – Grille d'évaluation d'audit	16
Grille d'évaluation d'audit relatif à la fracture numérique hommes-femmes	16
Processus d'évaluation utilisé pour l'audit relatif à la fracture numérique entre les sexes	17
IV. Le Baromètre des données ouvertes: Afrique subsaharienne – Aperçu régional	20
Que sont les données ouvertes et pourquoi sont-elles si importantes ?	20
Faits saillants et résultats régionaux généraux	20
Le Baromètre des données ouvertes : Rapport mondial	21
Les recommandations	21



WORLD WIDE WEB FOUNDATION

À propos de la World Wide Web Foundation

La World Wide Web Foundation est une organisation indépendante et internationale travaillant pour l'égalité numérique – un monde où tout le monde a les mêmes droits et opportunités en ligne. Créé en 2009 par l'inventeur du web Sir Tim Berners-Lee, le Web Foundation travaille à avancer la vision de sir Tim d'un site web «pour tous».

I. Importance d'une politique TIC sexospécifique : Qu'entendons-nous par cela ?

Les politiques de TIC doivent être sexospécifiques pour permettre des points de vue sexospécifiques dans la politique des télécommunications signifie la pleine compréhension de la manière différente d'établir des liens sociaux pour les femmes et les hommes et, par conséquent, la compréhension des impacts disparates de la politique sur les différents genres. Il est importante de comprendre que les femmes ne sont pas un groupe homogène – la politique devrait tenir compte de l'expérience des femmes de différents groupes socio-économiques, de l'ethnicité, de l'âge, de l'orientation sexuelle, etc.

Les politiques de TIC sexospécifiques abordent les points suivants :

- S'assurer que **toutes les analyses menées à des fins d'élaboration de politiques et de plans intègrent le genre** et les questions de genre, de l'analyse du déploiement de réseaux aux stratégies et priorités d'accès universel.
- **Impliquer les défenseurs du genre et les experts dans le processus de politique et planification dès le départ** afin de garantir l'élaboration d'une politique centrée sur les femmes.
- **Établir des objectifs assortis de délais afin de parvenir à l'égalité des sexes en matière d'accès** dans l'intégralité des politiques et des plans, du perfectionnement des compétences à l'adoption et l'utilisation.
- **Envisager de consacrer un pourcentage des ressources disponibles pour soutenir des activités centrées sur les femmes**, y compris des ressources pour promouvoir et soutenir les femmes entrepreneurs dans la TIC, l'alphabétisation



numérique des femmes et des filles, et l'accès public visé et d'autres projets afin de favoriser l'accès et l'utilisation pour les femmes et les filles.

- **S'assurer que tous les programmes de développement des compétences et de formation sont élaborés en tenant compte des besoins des femmes et des filles** à tous les niveaux d'éducation. Ces programmes devraient : tenir compte des thèmes les plus pertinents pour les participants ; offrir des opportunités de formation à tous les niveaux, des compétences de base au codage et à la conception plus sophistiqués ; tenir compte du lieu des programmes et du genre des formateurs.
- **Établir des quotas afin de garantir la participation sur un pied d'égalité des femmes et d'autres groupes marginalisés à tous les programmes soutenus par des politiques et plans nationaux**, en particulier les populations rurales et démunies.

Qui s'attaque à ce problème?

ORGANISATION/INITIATIVE	OBJECTIFS	Pour plus d'informations
La Commission sur le large bande (UN Broadband Commission)	Appel à l'action: Recommandations pour réduire les disparités entre les hommes et les femmes concernant l'accès et l'utilisation de l'internet et du large bande	http://www.broadbandcommission.org/workinggroups/Pages/digital-gender-divide.aspx
Web Foundation/Alliance for Affordable Internet	Women's Rights Online (WRO) est un réseau de recherche et de plaidoyer qui vise à stimuler l'autonomisation des femmes par le biais du Web.	https://webfoundation.org/wro-network/ www.a4ai.org
GSMA Connected Women	réduire l'écart entre les sexes dans les services d'internet mobile et d'argent mobile dans les pays à revenu faible et intermédiaire et débloquent des opportunités	https://www.gsma.com/mobilefordevelopment/programmes/connected-women

	commerciales et socio-économiques importantes.	
“Egaux” : le Partenariat mondial pour l'égalité hommes-femmes à l'ère numérique	Un ensemble de programmes en faveur des filles et des femmes dans le domaine de la technologie et dont l'objectif est d'exploiter le potentiel des technologies de l'information et de la communication (TIC) modernes afin de réduire plus rapidement la fracture numérique entre les hommes et les femmes dans le monde.	http://equals.org/
Nations Unies Droits de l'homme - Haut-Commissariat	Ils ont produit un rapport sur les moyens de combler le fossé numérique entre les sexes du point de vue des droits de l'homme Rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme	http://www.ohchr.org/EN/Issues/Women/WRGS/Pages/WaystoBridgetheGenderDigital.aspx

Recommandations pour les politiques sexospécifiques

L'inclusion numérique comme axe central : Liste de contrôle pour les plans concernant la politique sur la TIC et le haut débit	
Vue d'ensemble	Objectifs au niveau national ciblant l'égalité entre les sexes dans les principaux domaines de l'écosystème du haut débit
Investissements dans le secteur (par des acteurs privés, publics et des partenariats publics-privés)	<ul style="list-style-type: none"> • Incitations à l'investissement (par ex. réductions d'impôts, « crédits » de contribution à l'accès universel) afin de réduire les coûts globaux, en particulier dans les zones rurales et reculées, où un pourcentage important des personnes démunies sont des femmes et des filles pouvant bénéficier le plus de services abordables, notamment par le biais d'équipements d'accès public. • Obligations d'octroi de licences pour la couverture des zones rurales, périurbaines et non desservies, avec un accent mis

	<p>sur la desserte des femmes et des personnes démunies (par ex. en dehors des principaux corridors de transport).</p> <ul style="list-style-type: none"> • Incitations politiques (par ex. réductions d'impôts, financement du service universel) pour des investissements et opérations partagés, en particulier pour la mise à disposition d'équipements d'accès public pour servir les femmes et les populations à faible revenu. • Orientation politique visant à renforcer la collaboration entre tous les fournisseurs de services publics (par ex. télécommunications, transports, énergie) et à étendre l'accès à l'ensemble des services aux personnes démunies. • Promouvoir et encourager les investissements dans des solutions technologiques centrées sur les femmes qui fournissent un accès et des applications à haut débit de qualité et abordables. • Des investissements publics et / ou dans le cadre de partenariats publics-privés visant à combler le fossé entre les genres en matière d'accès dans l'ensemble des segments du marché.
Disponibilité (Offre)	<ul style="list-style-type: none"> • Disponibilité de services axés sur les femmes et les filles. Dans le cas contraire, existe-t-il des dispositions pour soutenir le développement de services et d'offres ciblées pour répondre aux besoins des femmes ? • Disponibilité de réseaux communautaires (par ex. Wi-Fi communautaire) favorisant et fournissant un accès gratuit ou à faible coût afin de satisfaire aux besoins des femmes et des populations rurales. • Des réseaux et des services sont-ils disponibles là où les femmes travaillent, s'adonnent à des activités agricoles ou mènent leurs affaires ?
Pertinence (Demande)	<ul style="list-style-type: none"> • Existe-t-il des contenus disponibles et pertinents pour les femmes et les filles ? Dans le cas contraire, existe-t-il des dispositions pour soutenir l'élaboration de contenus centrés sur les femmes et d'applications de soutien ? • La politique aborde-t-elle les compétences numériques et les programmes d'alphabétisation numérique pour favoriser la participation des femmes et des filles dans le secteur de la TIC en tant qu'utilisatrices, productrices et créatrices ?
Accessibilité	<ul style="list-style-type: none"> • Les prix de l'accès de base au haut débit sont-ils abordables pour l'ensemble des femmes dans le pays (compte tenu des

	<p>inégalités en matière de revenu et de genre) ? Dans le cas contraire, existe-t-il des plans et des politiques en vigueur afin de garantir un accès public gratuit ou à faible coût aux populations concernées des zones urbaines et rurales ?</p> <ul style="list-style-type: none"> • Des volumes de données abordables prévoient-ils suffisamment de données pour les besoins numériques et d'information des femmes et des filles ? Dans le cas contraire, quelles sont les politiques en vigueur pour encourager des plans innovants en matière de données favorisant l'accès des populations à faible revenu ?
Mesure des progrès	<ul style="list-style-type: none"> • Données collectées pour mesurer les progrès dans la concrétisation de tous les objectifs de genre. • Données collectées pour mesurer la contribution et l'impact de tous les types susmentionnés de politiques et de mesures. • Améliorer la collecte des données sur la TIC ventilées par sexe et des indicateurs sexospécifiques. • Mettre en œuvre des directives pour la collecte d'indicateurs sexospécifiques et relatifs à la TIC dans le secteur (en commençant par les directives élaborées par l'UIT et en définissant des indicateurs spécifiques à chaque pays).

Remarque : Ceci n'est pas une liste exhaustive, mais plutôt une liste de contrôle proposée de certains aspects fondamentaux à prendre en considération afin de s'assurer que les politiques et les plans soient davantage sexospécifiques.

(Pour plus d'informations: *Affordability Report 2015-2016*, Alliance for Affordable Internet: www.a4ai.org)

II. Ce que les études montrent au sujet du fossé numérique entre les genres

Inégalités d'accès

Les femmes ont 50% de chance en moins d'être connectées par rapport aux hommes de la même tranche d'âge avec des niveaux d'éducation et des revenus familiaux similaires.¹

Les femmes ont presque autant de chance que les hommes de posséder leur propre téléphone portable mais ont un tiers de chance en moins que les hommes d'âge, de niveau de scolarisation et de situation économiques similaires d'utiliser leur téléphone pour accéder à internet.

Les facteurs socio-économiques les plus importants expliquant l'écart homme/femme en matière d'accès aux nouvelles technologies sont l'éducation et l'âge. Une fois la variable du revenu fixée, les femmes qui ont suivi un enseignement secondaire ou qui ont complété un enseignement secondaire ont **six fois** plus de chance d'être connectée que les femmes ayant reçu un enseignement primaire ou de niveau inférieur.

Les villes avec les plus grandes différences homme/femme en matière d'éducation, telles que Nairobi (Kenya), Kampala (Ouganda), Maputo (Mozambique) et Jakarta (Indonésie) sont aussi celles où les plus grandes différences homme/femme en matière d'accès à internet ont été rapportées. **Inversement, dans les villes où le niveau scolaire des femmes devance celui des hommes dans notre échantillonnage (New Delhi et Manille), l'écart en matière d'accès à internet selon le sexe est réduit.**

Les femmes non-connectées ont cité le manque de savoir-faire et le coût élevé comme raisons majeures de leur non utilisation d'internet. Dans les pays de notre étude, un abonnement mensuel incluant 1 Gb (assez pour seulement 13 minutes de navigation sur le web à l'exclusion de toute vidéo) coûte en moyenne 10% du revenu moyen par personne. Par rapport au revenu, c'est 10 fois plus que ce que ces mêmes données coûtent pour les citoyens moyens des pays de l'OCDE et c'est deux fois plus que ce que les gens dépensent pour la santé dans les pays en développement. Dans les pays où les coûts pour internet par rapport au revenu moyen sont les plus élevés, notre étude a montré les pourcentages de femmes en ligne les plus faibles et les plus grandes différences homme/femme en matière d'utilisation d'internet.

¹ L'analyse statistique indique que les femmes ont 47% de chances en moins d'être connectée.

Inégalités d'utilisation

La façon dont les gens utilisent internet une fois qu'ils sont connectés est aussi fortement influencée par les inégalités existant hors ligne. La plupart des résidents urbains pauvres de notre étude font face à une marginalisation dans la vie civile et économique. Seule une petite minorité cherche des informations de façon proactive de différentes sources sur des sujets essentiels pour défendre leurs droits. Un pourcentage encore plus faible participe à des débats politiques ou aux affaires des communautés. La plupart ont des emplois précaires ou pas de revenus stables. Etre une femme accentue l'exclusion sur chacun de ces aspects.

Quelques-uns de ces citoyens pauvres commencent à utiliser internet pour changer leur situation, pour faire entendre leur voix, chercher des informations, améliorer leurs moyens de subsistance ou étendre leurs réseaux au-delà des limites existantes de leur société. Non seulement ce groupe est petit, mais il est aussi, de façon extrêmement prépondérante, masculin. **Les femmes ont deux fois moins de chance que les hommes de s'exprimer en ligne trois fois moins de chance d'utiliser internet pour chercher du travail (en écartant les variables 'âge' et 'niveau d'éducation').**

Cependant, la possibilité d'une autonomisation numérique étendue plus largement et équitablement existe :

- Une forte proportion de femmes et d'hommes interrogés reconnaissent et estiment internet comme un espace pour commenter des sujets importants et déclarent qu'internet permet aux femmes d'exprimer leurs points de vue avec plus de sécurité – même s'ils ne l'ont pas encore utilisé dans ce but-là eux-mêmes.
- Une grande majorité d'internautes citoyens pauvres exploitent déjà les plateformes numériques comme moyen de renforcer les liens sociaux desquels leur survie dépend souvent, suggérant que le pouvoir d'internet à améliorer le capital social pourrait être un moyen efficace d'atteindre l'émancipation numérique.
- L'éducation est un facteur majeur pour l'émancipation numérique des femmes, proposant des opportunités d'investissement plus fortes dans l'éducation des filles pour travailler main dans la main avec les programmes d'enseignement des TIC dans les écoles.
- Les écarts homme/femme sont significatifs en ce qui concerne la façon dont les hommes et les femmes utilisent internet – mais ils ne sont pas aussi grands que les disparités entre sexes en matière d'accès à internet. En d'autres termes, une fois qu'une femme arrive à accéder à internet, l'écart se resserre entre les utilisateurs hommes et les utilisateurs femmes en matière d'émancipation numérique. L'enjeu politique consiste à augmenter la minorité des femmes qui utilisent internet et à étendre leurs voix et leurs choix en une majorité – ces deux enjeux sont à réaliser en augmentant l'accès des femmes et en s'attendant aux limites de l'émancipation des femmes.

En particulier, les femmes qui sont actives dans la vie civique et politique hors ligne n'ont pas plus de chance d'être connectées en premier lieu, mais on a aussi trois fois plus de chances que les autres femmes (en éliminant les facteurs 'niveau d'éducation', 'âge' et 'revenus') d'utiliser internet pour exprimer des opinions sur des sujets importants et controversés. Il est nécessaire de mieux comprendre cette synergie entre pouvoirs hors ligne/en ligne pour savoir comment les sexospécificités qui réduisent au silence les femmes dans les deux cas peuvent être surmontées.

Patriarcat en ligne

Alors que les expériences déclarées de harcèlement via les technologies étaient faibles parmi la plupart des groupes d'âge, près de **sept jeunes femmes (entre 18 et 24 ans) sur dix qui utilisent internet quotidiennement ont été victimes de harcèlement en ligne.**

Environ trois hommes sur dix sont d'accord avec le fait qu'internet devrait être un domaine contrôlé par les hommes, mais seulement deux femmes sur dix approuvent. Seule une petite fraction des femmes déclarent qu'elles n'utilisent pas internet parce que « ce n'est pas approprié » pour elles, ou bien parce qu'elles n'ont pas l'autorisation de le faire. Cependant, de telles attitudes étaient plus courantes dans certaines villes que dans d'autres. Par exemple, à New Delhi et Manille, près de deux tiers des hommes sont d'accord avec la déclaration suivante « les femmes ne devraient pas être autorisées à utiliser internet dans les lieux publics, et plus de la moitié des hommes considèrent avoir la responsabilité de restreindre ce que les femmes consultent en ligne. Pourtant, ce sont les deux villes avec le plus fort taux d'utilisation d'internet parmi les femmes, suggérant que les croyances patriarcales n'arrêtent pas forcément les femmes de consulter internet. Cependant, une étude approfondie est nécessaire pour explorer l'étendue de leur contribution à l'autocensure et savoir comment, où et quand les femmes utilisent internet.²

² Vous pouvez trouver le questionnaire de l'enquête WRO en ligne à http://webfoundation.org/docs/2017/09/WRO-Survey_Francais.pdf

Les prochaines étapes³



Droits	Éducation	Accès	Contenus	Objectifs
<p>Protéger les droits et la vie privée en ligne dans la loi</p> <p>Doter la police et la justice de la formation et des ressources nécessaires pour lutter contre la violence en ligne</p>	<p>Intégrer l'alphabétisation numérique de base dans les programmes scolaires à tous les niveaux</p> <p>Étendre l'alphabétisation numérique au-delà des compétences techniques</p>	<p>Concrétiser l'objectif d'accessibilité « 1 pour 2 » de A4AI: 1 GB de données mobiles prépayées pour 2% ou moins du revenu mensuel moyen</p> <p>Développer davantage de solutions d'accès public</p> <p>Créer des options de volume de données de base bénéficiant de subventions, axées sur les femmes</p>	<p>Mettre la priorité sur les données linguistiques locales, les informations et les services permettant l'autonomisation des femmes</p> <p>Passer en revue les sites Web gouvernementaux afin d'évaluer leur pertinence en matière de genre</p>	<p>Adopter des objectifs concrets concernant l'égalité des sexes dans la TIC, soutenus par des budgets adéquats</p> <p>Collecter des données sur la TIC, ventilées selon le sexe, le revenu et le lieu</p> <p>Élaborer de nouveaux indicateurs afin de mesurer l'impact de la TIC sur les femmes</p>

³ Veuillez consulter les liens <https://webfoundation.org/wro-network/#policy> et <https://webfoundation.org/react/> pour de plus amples informations. (Le cadre politique préconisé a inspiré l'acronyme REACT en anglais.)

III. L'égalité numérique dans le contexte des Objectifs de développement durable

Les Objectifs de développement durable (ODD) offrent une occasion historique de faire cesser et d'inverser l'inégalité numérique croissante en transformant l'engagement politique en interventions concrètes. En matière d'égalité numérique, les ODD engagent les États membres de l'ONU à :

- renforcer l'utilisation de la technologie habilitante, en particulier la technologie de l'information et des communications (TIC), afin de promouvoir l'autonomisation des femmes (ODD 5b) ;
- parvenir à un accès universel et abordable à internet dans les pays les moins développés d'ici 2020 (ODD 9c) ; et
- assurer l'égalité d'accès aux services de base [et] aux nouvelles technologies adéquates pour l'ensemble des femmes et des hommes d'ici 2030 (ODD 1.4).

Au fur et à mesure que les TIC basées sur le Web jouent un rôle de plus en plus essentiel dans tous les aspects de la vie quotidienne, l'intégration des points de vue des femmes à toutes les facettes de la politique et de la sensibilisation nécessite une attention toute particulière.

Afin de transformer les engagements des ODD en action, il est impératif que les défenseurs de l'égalité numérique, des droits des femmes et des droits numériques soient en mesure de présenter aux décideurs politiques et au secteur privé des recommandations politiques claires et étayées de faits, à des fins de collecte et de suivi des données ventilées selon le sexe sur l'accès à internet et son utilisation, afin de suivre les progrès en matière de mise en œuvre et d'impact, et partager les meilleures pratiques et les enseignements.

Comment pouvons-nous suivre les progrès de ces objectifs ?

«Les indicateurs seront l'épine dorsale du suivi des progrès vers la concrétisation des ODD au niveau local, national, régional et mondial. Un cadre directeur bien établi transformera les ODD et leurs objectifs en un outil de gestion pour aider les pays à élaborer des stratégies de mise en œuvre et affecter des ressources en conséquence, et un bulletin de notes pour mesurer les progrès en matière de développement durable et garantir la responsabilisation de toutes les parties prenantes dans la réalisation des ODD. »

« Tous les indicateurs des ODD doivent être considérés comme un tout et doivent fonctionner en harmonie les uns avec les autres. »

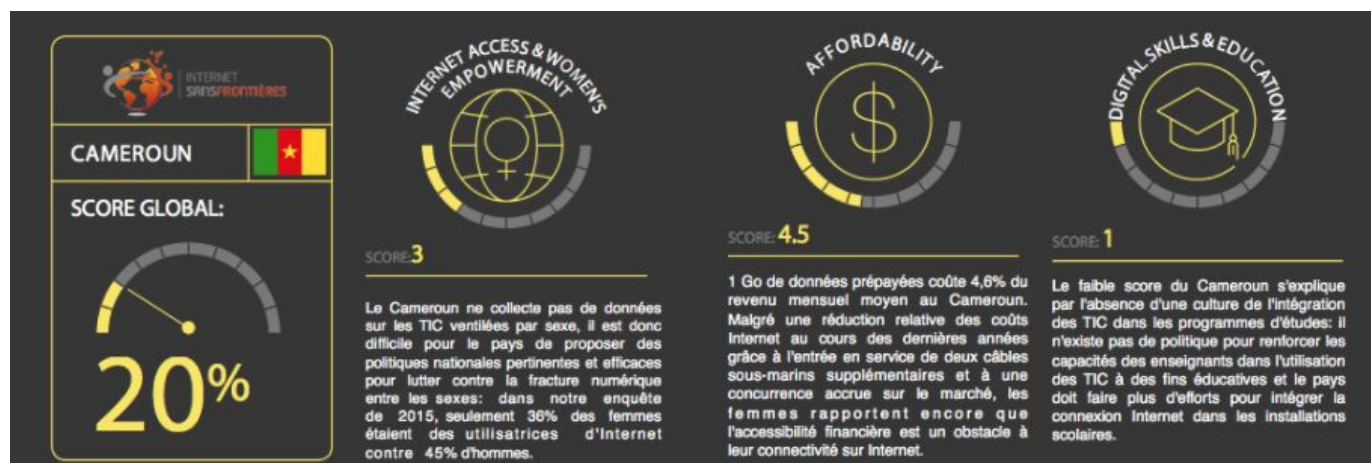
<http://unsdsn.org/resources/publications/indicators/>

Fracture numérique hommes-femmes: Boîte à outils – Grille d'évaluation d'audit

Objectif:

- Présenter la grille d'évaluation de l'audit sur la fracture numérique hommes-femmes aux parties prenantes
- Encourager l'utilisation de la grille d'évaluation comme outil pour :
 - collecter des données et surveiller les progrès des pays dans la réduction de la fracture numérique entre les sexes, et
 - soutenir le développement et l'implémentation de mesures politiques pour atteindre les objectifs de développement durable (ODD) relatifs aux femmes et à la technologie, y compris :
 - Objectif 1.4 : Garantir l'égalité d'accès aux services de base [et] aux nouvelles technologies pour tous les hommes et femmes d'ici 2030 ;
 - Objectif 5.b : Renforcer l'utilisation des technologies clés, en particulier l'informatique et les communications pour promouvoir l'autonomisation des femmes ;
 - Objectif 9.c : Fournir un accès universel à internet à un coût abordable d'ici 2020
- Fournir une source d'information et de ressources relatives aux cadres mondiaux, aux engagements pour les ODD et aux objectifs concernant :
 - l'accès à internet et l'autonomisation des femmes
 - l'abordabilité
 - les compétences et l'éducation numériques
 - les contenus et les services pertinents pour les femmes
 - la sécurité en ligne

Une exemple d'une boîte à outil: Cameroun.



Un plan d'action résultant de la boîte à outil: Cameroun

METTRE UN TERME AUX INÉGALITÉS DE GENRE: UN PLAN D'ACTION EN 5 POINTS

- 1 INCLURE LES OBJECTIFS DES TIC DANS LES POLITIQUES DE GESTION DE LA BANDE PASSANTE.** Le gouvernement devrait identifier, analyser et mieux comprendre le phénomène de l'inégalité numérique du genre au Cameroun grâce à la collecte régulière de données sur les hommes et les femmes sur les TIC.
- 2 AUGMENTER L'ACCÈS ET DIMINUER LES COÛTS.** Travailler avec les opérateurs mobiles et les fournisseurs de services Internet pour réduire les tarifs. Des initiatives publiques pour le Wi-Fi public devraient être mises en place et offertes dans tous les lieux publics, écoles comprises.
- 3 PRIORISER L'ÉDUCATION NUMÉRIQUE DANS TOUTES LES ÉCOLES ET LES COMMUNAUTÉS.** Investir dans des programmes de formation en compétences numériques dans les établissements scolaires. Le gouvernement devrait y fournir des compétences numériques gratuites et des formations habilitantes dans toutes les écoles et communautés.
- 4 DÉVELOPPER UN CONTENU EN LIGNE COHÉRENT POUR LA PARTICIPATION DES CITOYENS.** Les sites Web du gouvernement devraient être mis à jour régulièrement avec des informations appropriées, y compris sur les droits des femmes. Tous les citoyens devraient pouvoir accéder aux services et aux données du gouvernement et interagir avec les leaders en ligne.
- 5 ENRAYER LA VIOLENCE BASÉE SUR LE GENRE EN LIGNE.** Le gouvernement doit veiller à ce que des outils juridiques appropriés existent pour poursuivre et punir la violence fondée sur le genre commise en ligne, en créant et en mettant en œuvre des politiques équilibrées qui définissent et pénalisent la violence sexiste commise par l'utilisation des TIC tout en respectant le droit à la liberté d'expression.

La Source:

http://womensrightsonlinecmr.internetwithoutborders.org/assets/wro_cameroon_scorecard_fr.pdf

Les Outils

1. Outil d'évaluation en ligne des politiques concernant le genre et la TIC dans le cadre des droits de la femme

Objectif

Cet outil devrait servir de guide afin d'évaluer le contexte des politiques et de la législation en matière de genre et de technologie de l'information et des communications (TIC). Cette évaluation vise à aider les parties prenantes à identifier et évaluer les priorités stratégiques nationales et les lacunes dans l'élaboration de politiques relatives au genre et à la TIC dans neuf domaines thématiques clés, notamment :

1. Objectifs relatifs au genre dans les plans nationaux concernant la TIC ou le haut débit
2. Accès abordable à internet / déploiement de réseaux
3. Contenu local en ligne portant sur les droits des femmes
4. Alphabétisation numérique et développement des compétences
5. Éducation et sensibilisation du public aux droits des femmes par le biais des médias et de la technologie
6. Lutte contre la violence et le harcèlement des femmes en ligne
7. Liberté de se réunir et de s'organiser collectivement en ligne
8. Accès à l'information – contenu ouvert (y compris les données gouvernementales et les normes ouvertes), gouvernance / e-gouvernance et informations relatives aux services publics
9. Participation des femmes et inclusion des questions de genre dans la prise de décisions concernant la gouvernance de la TIC et d'internet

À ces fins, l'outil peut être utilisé pour :

- Évaluer la réactivité sexospécifique des politiques, programmes et interventions concernant la TIC
- Identifier les opportunités et les priorités de nouvelles études, de la promotion et des campagnes
- Formuler des recommandations politiques conformes à l'élaboration de politiques sexospécifiques en matière de TIC

- Fournir des informations pour la conception de programmes et interventions concernant le genre et la TIC – à des fins d'intégration du genre / des droits des femmes dans l'élaboration de politiques de TIC
- Former les décideurs politiques ou autres parties prenantes aux aspects essentiels de l'intégration du genre dans la politique relative à la TIC.

Cet outil a été développé à des fins d'utilisation par les décideurs politiques et la société civile travaillant à l'élaboration et la promotion de politiques publiques en matière de genre et de TIC, ou pour rendre les politiques de TIC « sexospécifiques ».

Thème	Principales questions	Si OUI, évaluez ensuite...	Pourquoi (justification et preuves à l'appui que ces politiques fonctionnent)
Objectifs relatifs au genre dans les plans nationaux concernant la TIC ou le haut débit	<ol style="list-style-type: none"> 1. Le pays dispose-t-il d'une actuelle stratégie relative à la TIC ou d'un plan concernant le haut débit ? 2. Le pays dispose-t-il d'une politique ou stratégie nationale relative à la TIC qui comprend des objectifs concrets pour l'égalité des genres dans l'accès à, et l'utilisation de, la TIC ? 3. Est-ce que le plan ou la stratégie comprend un objectif spécifique en matière d'égalité des genres dans la formation et les compétences visant à utiliser Internet ? 4. En l'absence d'un cadre normatif clair décrivant les objectifs relatifs au genre pour l'accès et l'utilisation de la TIC, existe-t-il des programmes exceptionnels conçus pour améliorer l'accès 	<p>L'objectif de l'égalité des genres dans l'accès à Internet est-il assorti de délais, mesurable et ambitieux ?</p> <p>L'objectif bénéficie-t-il du soutien d'interventions ou de programmes spécifiques disposant d'un budget adéquat ?</p> <p>Les organismes de mise en œuvre ou les partenaires ont-ils été identifiés ? Veuillez remarquer l'éventuelle présence d'efforts coordonnés entre les divers organismes gouvernementaux et le secteur de la TI et des télécoms, en collaboration avec des partenaires privés et des ONG.</p> <p>Existe-t-il des données ventilées selon le genre qui ont été collectées dans le cadre de cet objectif ?</p> <p>Existe-t-il un plan pour collecter en temps opportun des données adéquates, ventilées selon le genre afin de suivre cet objectif ?</p>	<p>Les études montrent que de nombreux plans ou stratégies nationales comprennent un engagement rhétorique à l'égalité des genres, mais ne parviennent pas à traduire cela en des objectifs concrets et mesurables, étayés par des ressources. Seuls 30 % des pays inclus dans le Web Index affichent un score supérieur à 5 sur 10 dans la mise en œuvre d'objectifs concrets d'égalité des genres dans l'accès et l'utilisation de la TIC. Consultez ici les données du Web Index, les scores des pays et les classements régionaux.</p>

Exemple de questions pour l'évaluation de la politique des TIC. La trousse complète est disponible en ligne à

http://webfoundation.org/docs/2016/09/Womens-Rights-Online-Policy-Assessment-Tool_FR.docx.pdf

2. Fracture numérique hommes-femmes - Boîte à outils – Grille d'évaluation d'audit

L'objectif de cette boîte à outils est de:

- Présenter la grille d'évaluation de l'audit sur la fracture numérique hommes-femmes aux parties prenantes
- Encourager l'utilisation de la grille d'évaluation comme outil pour :
 - collecter des données et surveiller les progrès des pays dans la réduction de la fracture numérique entre les sexes, et
 - soutenir le développement et l'implémentation de mesures politiques pour atteindre les objectifs de développement durable (ODD) relatifs aux femmes et à la technologie, y compris :
 - Objectif 1.4 : Garantir l'égalité d'accès aux services de base [et] aux nouvelles technologies pour tous les hommes et femmes d'ici 2030 ;
 - Objectif 5.b : Renforcer l'utilisation des technologies clés, en particulier l'informatique et les communications pour promouvoir l'autonomisation des femmes ;
 - Objectif 9.c : Fournir un accès universel à internet à un coût abordable d'ici 2020.
- Fournir une source d'information et de ressources relatives aux cadres mondiaux, aux engagements pour les ODD et aux objectifs concernant :
 - l'accès à internet et l'autonomisation des femmes
 - l'abordabilité
 - les compétences et l'éducation numériques
 - les contenus et les services pertinents pour les femmes
 - la sécurité en ligne

Grille d'évaluation d'audit relatif à la fracture numérique hommes-femmes

Pour s'assurer de maintenir la pression à propos de l'implémentation de politiques visant à atteindre les ODD concernant les femmes et la technologie, la World Wide Web Foundation a développé une **grille d'évaluation d'audit relatif à la fracture numérique hommes-femmes**, avec le soutien d'ONU-Femmes. Cette grille a pour objectif de collecter les données manquantes pour l'évaluation de la fracture numérique entre hommes et femmes au moyen de 14 indicateurs simples pour lesquels des données fiables et empiriques sont disponibles. Étudiés conjointement, ces indicateurs peuvent être utilisés pour mesurer les

progrès réalisés par un pays pour réduire la fracture numérique en attendant que des indicateurs relatifs aux TIC et au genre soient définis et que des données soient régulièrement collectées pour surveiller l'accès à internet et son utilisation chez les femmes, ainsi que leur autonomisation numérique. La grille d'évaluation est simple, facile à utiliser et permet d'agréger **des données secondaires existantes et des indicateurs indirects pour suivre les engagements des gouvernements et l'implémentation des politiques pour un accès à l'internet égalitaire et une égalité numérique en ligne.**

Les résultats de la grille d'évaluation sont destinés à servir de point de départ à des consultations nationales, régionales et mondiales. En fournissant des indicateurs indirects pour des données qui seraient autrement largement indisponibles aux niveaux national et international, la grille d'évaluation a pour objectif de **responsabiliser les gouvernements face aux cibles des ODD relatives aux inégalités entre les sexes et aux technologies**, en mesurant sur une base annuelle les engagements politiques nationaux, leur mise en œuvre et les résultats obtenus.

La grille d'évaluation peut également être utilisée pour **identifier les lacunes en matière de données sur les femmes et les TIC, qu'elles soient manquantes ou non disponibles au public**, malgré les engagements nationaux relatifs aux indicateurs à évaluer à ce sujet dans le cadre de la réalisation des ODD. L'absence de certaines données constitue un signal d'alarme reflétant la nécessité pour un pays de développer et d'implémenter urgemment une stratégie pour collecter des données nationales pour cet indicateur et pour fournir de telles données aux instances internationales comme l'UIT et l'UNESCO.

La grille d'évaluation est un outil gratuit et ouvert, permettant des adaptations en fonction indicateurs et des données pertinentes à différents contextes locaux et nationaux.

Notre premier audit relatif à la fracture numérique entre les sexes, publié en septembre 2016, couvre 10 pays en Afrique, en Asie et en Amérique latine. **Des informations complémentaires et les conclusions spécifiques à chaque pays sont disponibles ici :**

<http://webfoundation.org/about/research/digital-gender-gap-audit/>

Processus d'évaluation utilisé pour l'audit relatif à la fracture numérique entre les sexes

Analyse et indicateurs

- La grille d'évaluation s'appuie sur les sources de données secondaires disponibles et sur une méthodologie d'évaluation par des experts. Elle repose sur des études documentaires approfondies et des entrevues avec des informateurs clés.

- Chaque indicateur est évalué par un expert examinateur sur une échelle de 0 à 10. Les critères de classement ont été développés pour que les paliers de 0, de 5 et 10 soient comparables entre les différents indicateurs⁴. Tous les indicateurs ont le même poids, tous les indicateurs ont le même coefficient.
- Dans le cas de données manquantes pour un indicateur, celui-ci n'est pas inclus dans le résultat de l'évaluation. Par conséquent, une absence de données n'a pas forcément une incidence négative sur la note, mais constitue un signal d'alarme quant au besoin de collecter des données pour l'indicateur en question. L'indicateur est pris en compte une fois les données disponibles.
- Une fois que le relecteur a évalué les indicateurs, un second expert examinateur (et un troisième si possible) devrait vérifier les résultats et les justifications, et approfondir ces dernières dans le cas où un résultat n'est pas assez probant ou lorsque des données sont manquantes.

Calcul de résultat par thème

- Calculer la moyenne des notes pour chacun des cinq thèmes pour obtenir des **résultats thématiques**.

Calcul de résultat par pays

- Calculer la moyenne des notes de tous les indicateurs pour déterminer la **note du pays** (il ne s'agit pas de la moyenne des résultats thématiques).

Le résultat final de l'évaluation est calculé en fonction de 14 indicateurs appartenant aux 5 thèmes suivants :

Accès à internet et autonomisation des femmes	Abordabilité	Compétences et éducation numériques	Contenu et services pertinents pour les femmes	Sécurité en ligne
---	--------------	-------------------------------------	--	-------------------

⁴ Un score de 10 implique qu'aucune amélioration n'est possible, ce qui n'est probablement pas le cas dans la majorité des pays. Une prudence similaire doit être de mise lors de l'attribution d'un 0. Dans tous les cas, il faut disposer de preuves solides pour justifier des notes extrêmes (10 et 0).

IV. Le Baromètre des données ouvertes: Afrique subsaharienne – Aperçu régional

Que sont les données ouvertes et pourquoi sont-elles si importantes ?

Les données ouvertes sont des données disponibles et pouvant être partagées gratuitement en ligne, sans aucun frais ni autre restriction. Sans des données adéquates, il est impossible de tenir les gouvernements pour responsables des décisions qu'ils prennent, des politiques qu'ils adoptent, et de l'argent qu'ils budgétisent et dépensent.

Dans cette édition du Baromètre, 1725 ensembles de données de 15 secteurs différents dans 115 pays ont été évalués. Nous avons constaté que la plupart des gouvernements ne respectent pas les principes de base de la Charte sur les données ouvertes. Dans la majorité des cas, les politiques adéquates n'ont pas été mises en place, et la portée et la qualité des ensembles de données publiés sont insuffisantes.

Faits saillants et résultats régionaux généraux

Cet aperçu régional couvre les 25 pays d'Afrique subsaharienne évalués dans la quatrième édition du Baromètre. Quatre nouveaux pays ont été ajoutés depuis la troisième édition du Baromètre : la Côte d'Ivoire, la République démocratique du Congo, le Swaziland et le Togo.

Principale constatation régionale 1 : **Les gouvernements sont trop largement tributaires de tiers dans la création et le maintien d'initiatives sur les données ouvertes.**

Principale constatation régionale 2 : **Seuls deux pays d'Afrique subsaharienne – le Kenya et l'Afrique du Sud – se classent dans les 50 premiers pays.**

Principale constatation régionale 3 : **Seuls deux des 375 ensembles de données dans notre analyse régionale sont véritablement ouverts.**

L'Afrique est à la traîne d'autres régions dans la mise en place et l'impact des données ouvertes. Aucun pays d'Afrique subsaharienne ne se trouve parmi les 30 premiers. Seul un pays, le Kenya, figure parmi les 40 premiers, alors que la région compte sept pays parmi les 10 derniers.

Le Kenya a gagné sept places et reste le champion régional, au 35^e rang mondial. Le Ghana a bondi de 11 places mais n'a pas encore compensé l'important recul de l'édition précédente. D'autres pays tels que la Tanzanie ou le Burkina Faso enregistrent également une amélioration, surtout concernant la mise en œuvre.

Pour plus amples informations, veuillez consulter

<http://opendatabarometer.org/wp-content/uploads/2017/09/ODB-4thEdition-RegionalReport-Africa-FR.pdf>

Le Baromètre des données ouvertes : Rapport mondial

La Web Foundation milite pour:

1. Des données ouvertes pour tous, un droit pour tous.
2. Des données ouvertes dont les gens ont besoin.
3. Des données ouvertes aisément exploitables.

Les résultats de cette quatrième édition du Baromètre des données ouvertes montrent que même si certains gouvernements progressent vers ces objectifs, les données ouvertes restent l'exception, et non la règle.

Pourquoi est-ce important ? Chacun devrait être en mesure d'accéder à des données ouvertes et de les utiliser dans un Web ouvert pour pouvoir participer pleinement à la vie civique. Sans données de qualité, il n'est pas possible de tenir les gouvernements responsables des décisions qu'ils prennent, des politiques qu'ils adoptent et de l'argent public qu'ils budgètent et dépensent.

Pour sa quatrième édition, le Baromètre des données ouvertes examine 115 pays et juridictions, soit une hausse de 25 % par rapport à l'édition précédente. Les têtes de classement pour chaque zone géographique de notre étude sont le Canada, Israël, le Kenya, la Corée du Sud, le Mexique et le Royaume-Uni. Globalement, notre enquête révèle que ces « champions » régionaux n'ont cessé de s'améliorer depuis la parution de notre dernière édition.

Les recommandations

Le Baromètre de cette année montre que, dans l'ensemble, l'engagement des gouvernements en faveur des données ouvertes a ralenti ou s'est interrompu. Dans certains cas, nous sommes même revenus en arrière.

Cependant, les pays qui ont officiellement adopté la Charte réalisent généralement des progrès considérables dans la concrétisation de ces principes. Leur performance s'est améliorée au cours des dernières années. Certains signataires de la Charte, tels que le Royaume-Uni, la France, la Corée du Sud et le Mexique, sont même devenus des chefs de file en la matière dans leur région.

Recommandation 1 : les données publiques doivent être ouvertes par défaut

Les données que possèdent les gouvernements doivent être ouvertes par défaut et respecter les principes exposés dans [la Charte sur les données ouvertes](#), de la publication proactive à l'attribution de licence ouverte (tout en prenant garde de ne pas publier de données personnelles identifiables). En outre, les gouvernements doivent maintenir leurs engagements en matière de données ouvertes et éviter de reculer dans le classement. Les gouvernements du Royaume-Uni, des États-Unis et de pays scandinaves ont tous reculé cette année (voir Constatation 3).

Les lois sur le droit à l'information, quand elles existent, devraient être modifiées pour encadrer la mise à disposition proactive des données. Elles doivent prévoir l'ouverture par défaut des données publiques et non personnelles et leur transmission dans un format lisible par une machine et sous une licence libre permettant leur réutilisation.

Recommandation 2 : les gouvernements doivent décentraliser les données ouvertes de tous leurs services et de toutes leurs agences

Afin de garantir la pérennité des données ouvertes, toutes les procédures et tous les systèmes de gestion des données des gouvernements doivent être conçus en gardant à l'esprit l'ouverture, et ce, dès le début du cycle de gestion de données. Il est impératif que les gouvernements ne considèrent pas l'ouverture des données comme une étape finale supplémentaire, mais comme une procédure intégrée aux habitudes de tous les services. Nous recommandons que les gouvernements évaluent leur gouvernance des données du début à la fin du cycle et qu'ils intègrent la publication automatique des données ouvertes dans leurs procédures en informatique. De cette façon, les utilisateurs disposeront toujours de la version la plus récente et la plus complète des bases de données, directement depuis leur source, et le recours aux téléchargements manuels vers un seul catalogue central diminuera.

Dans l'état actuel, les portails de données ouvertes devraient être envisagés comme une solution temporaire pour permettre l'accès aux données publiques, le temps qu'une solution plus cohérente soit déployée. On peut par exemple permettre la publication automatique des données, comme exposé plus haut, sur les sites des services pertinents, avec une étape automatisée supplémentaire pour alimenter en données un portail central en temps réel.

Recommandation 3 : les gouvernements doivent adopter la charte sur les données ouvertes pour faire en sorte que les procédures relatives aux données ouvertes ne soient pas affectées par les changements politiques

Nous recommandons que les gouvernements adoptent et mettent en œuvre les principes de la Charte sur les données ouvertes, de façon à avoir :

- **Un cadre politique fort** qui prévoit des processus, un calendrier et des ressources, et qui édicte des responsabilités et la nécessité de protéger la vie privée et les données. La responsabilité doit être transmise à des institutions ou autorités nationales qui sont alors chargées d'établir un droit général de réutilisation au moyen du statut explicite « ouvert par défaut ».
- **Une stratégie et des pratiques de gestion des données cohérentes**, comprenant des directives relatives aux métadonnées et à la fréquence de publication, des inventaires de données, de la documentation et des procédures d'évaluation de la qualité et de la gestion des commentaires adressés par les utilisateurs.

De cette façon, une culture de données ouvertes est créée et assurée au-delà des transitions politiques. Nous recommandons aussi que **les gouvernements ajoutent des dispositions aux textes de loi actuels sur le droit à l'information pour renforcer la publication proactive de données gouvernementales ouvertes.**

Recommandation 4 : les gouvernements doivent consulter les citoyens et leurs instances représentatives pour déterminer les données ouvertes à publier en priorité

Les gouvernements doivent accorder la priorité à l'ouverture des données qui aideront les citoyens à obtenir ce qu'ils recherchent réellement : de meilleurs services publics, plus de transparence et la responsabilisation des pouvoirs publics. Pour ce faire, les gouvernements doivent consulter les intermédiaires tels que la société civile, les organisations communautaires et les médias, pour déterminer avec exactitude de quelles données et informations les citoyens ont besoin pour résoudre leurs problèmes et améliorer les services publics.

Il est important que les gouvernements évitent de consulter uniquement les interlocuteurs habituels et qu'ils réalisent des efforts soutenus pour consulter un nombre plus large de voix. Ils doivent aussi porter une attention particulière aux citoyens souvent écartés de leur prise de décisions. Forts de ces consultations, les gouvernements pourront donner la priorité à la publication des bases de données les plus utiles. Par exemple, quelles données devraient être mises à disposition pour améliorer les services de santé et répondre aux besoins des citoyens ?

Rendre disponibles les données dont ils ont besoin ne suffira cependant pas à restaurer la confiance des citoyens. Il est tout aussi important de protéger leurs données personnelles et de faire en sorte qu'elles sont toujours entre bonnes mains. Les gouvernements doivent donc veiller à ce que les citoyens connaissent et acceptent la façon dont leurs données sont collectées, traitées et utilisées par le gouvernement.

Recommandation 5 : les gouvernements doivent investir dans des données ouvertes pour améliorer les conditions de vie des groupes marginalisés

Pour atteindre les Objectifs de développement durable, axés sur l'éradication de la pauvreté et sur l'égalité des genres, l'ouverture des données est un bon début, mais elle n'est pas suffisante. Les politiques relatives aux données, comme le rappelle le Principe 6 de la Charte sur les données ouvertes, doivent être inclusives dès leur conception. Ainsi, il sera possible d'exploiter le potentiel des données ouvertes pour favoriser l'égalité et les gouvernements pourront atteindre leurs objectifs. Concrètement, les étapes à suivre comprennent :

- **Collecte des données.** Investir davantage dans l'agrégation des données par sexe, niveau de revenus ou âge, et développer de nouveaux indicateurs qui permettent de mieux analyser la diversité et la stratification de nos sociétés.
- **Conception des données.** Consulter les groupes marginalisés durant la préparation d'une nouvelle collecte de donnée ou d'une initiative de publication pour mieux saisir les occasions de promouvoir l'égalité. On peut ainsi également éviter certaines conséquences négatives involontaires qui pourraient enraciner encore plus profondément la discrimination et l'exclusion.
- **Accès aux données.** Investir pour offrir un accès à internet à bas coût pour les groupes marginalisés. Les prix élevés ou la rareté sont une source d'inégalité dans l'accès aux données pour les femmes, les personnes à faibles revenus et d'autres groupes marginalisés.
- **Utilisation des données.** Investir dans des procédés qui permettent aux groupes marginalisés d'utiliser les données et, plus particulièrement de participer à l'élaboration des politiques, dans le but explicite d'atteindre des objectifs de politique sociale.

Pour plus amples informations, veuillez consulter

<http://opendatabarometer.org/4thedition/report/?lang=fr>